

En Bretagne, l'Inrae imagine l'élevage porcin de demain

À Saint-Gilles, en périphérie de Rennes, l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae) mène des travaux sur la nutrition des porcs.

Ces études visent à optimiser la production et rendre plus durable l'élevage.



Saint-Gilles (Ille-et-Vilaine)
De notre envoyé spécial

Mettre les cochons au régime pour faire des économies et préserver la planète. À Saint-Gilles, à une quinzaine de kilomètres à l'ouest de Rennes, l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae) a lancé en 2012 l'unité Pegase (physiologie, environnement et génétique pour l'animal et les systèmes d'élevage), une branche en charge de mener entre autres des recherches sur l'alimentation des porcs de demain. L'objectif ? Comprendre la physiologie des animaux afin d'optimiser le fonctionnement des exploitations agricoles et s'adapter au mieux aux enjeux climatiques.

Pour cela, entre 150 et 200 professionnels – ingénieurs, techniciens et chercheurs – passent au crible les moindres actions des porcs, du groin à la queue en tire-bouchon. « Ici, nous avons, à la fois, un élevage de 1500 individus dits "conventionnels", représentatifs de la production commerciale, et quelques centaines de mini-porcs Yucatan, une espèce particulièrement adaptée aux recherches », explique Bénédicte Lebreton, directrice adjointe de l'unité Pegase.

Le complexe est considéré comme l'un des plus importants dispositifs expérimentaux sur le porc en Europe grâce à la multiplicité des objets d'études rassemblés. Sur le site, un hangar sert d'atelier de fabrication de



En plus des porcs, l'unité Pegase mène aussi des études sur des chèvres laitières, des poules pondeuses ou des bovins laitiers. Axel Heimken/DPA/AFP/Archives

l'alimentation. « Dans cette pièce, on fait de l'éco-formulation, explique Florence Garcia-Launay, ingénieure de recherches au sein de l'unité Pegase. En d'autres termes, on tente de créer une nourriture sur mesure, en associant les ingrédients, pour répondre précisément aux besoins alimentaires des animaux tout en réduisant les répercussions sur la planète. Des études ont montré que 65 à 95 % de l'impact environnemental d'un animal d'élevage provient de ses aliments. »

Les porcs se nourrissent principalement de céréales, souvent associées à des tourteaux de soja, de colza ou encore de tournesol – sous-produits solides obtenus après extraction de l'huile des graines des oléagineux. « On essaye par exemple de remplacer les tourteaux de soja, principalement im-

portés du Brésil, par des légumineuses, indique Florence Garcia-Launay. On tente vraiment de trouver le meilleur compromis entre coût et répercussions écologiques ». L'ingénieure développe actuellement une application destinée aux éleveurs pour leur proposer des alternatives alimentaires.

À proximité de l'atelier de fabrication, un autre édifice permet de mettre en application cette alimentation repensée. La structure en taule abrite, durant des périodes de deux mois et demi consécutifs, 80 à 100 cochons de l'exploitation. Tous sont en engraissement, le moment de leur vie où ils passent de la tranche des 30-60 kg à celle des 120-130 kg, leur poids d'abattage.

Afin d'étudier leurs habitudes de consommation, des distribu-

teurs de nourriture ont été installés. Aux heures de repas, les porcs se massent à la porte du sas et sont triés en fonction de leur poids, grâce à une puce électronique fixée à l'oreille. Selon leur masse et leur évolution physique, le distributeur attribue à chacun un menu spécifique, parmi quatre combinaisons fabriquées en amont dans l'atelier.

« On cherche quasiment à savoir ce qu'ils mangent à chaque bouchée, glisse Étienne Labussière, chargé de recherche au sein de l'unité. Lorsque les porcs sont dehors, c'est impossible de satisfaire leurs besoins parfaitement, certains mangent trop, d'autres pas assez », ajoute-t-il. Cette alimentation personnalisée permet à la fois de réduire les rejets d'azote et de phosphore, mais aussi de restreindre le coût de l'alimentation. « On peut ainsi réduire jusqu'à 40 % des coûts de production d'un élevage porcin », estime Florence Garcia-Launay.

Le complexe de Saint-Gilles compte aussi plusieurs laboratoires, des salles pour évaluer les besoins énergétiques des bêtes ou même un abattoir de manière à réaliser librement des mesures après la mort des animaux. L'une des dernières installations en date : une halle bioclimatologique. Sortie de terre en 2016, celle-ci sert à étudier les interactions entre l'élevage et différents environnements. Une manière d'anticiper, entre autres, les mutations climatiques à venir.

Max Blanc

Parlons
écologie

repères

Le poids de la filière porcine en France

Entre 2010 et 2020, le nombre d'exploitations comptant « au moins un porc » a reculé de 41 % pour atteindre 13 048 élevages.

22 millions de porcs ont été recensés en France en 2023, sur les 133 millions présents,

cette même année, dans l'Union européenne.

Le taux d'autoapprovisionnement en porc de la France est passé sous la barre des 100 % au début de l'année 2024. C'est-à-dire que la production française ne suffisait plus à répondre entièrement à la demande dans le pays.

130 000 emplois, directs ou indirects, étaient liés à la filière porcine en 2022.

essentiel

Électricité — L'affaire de trafic au compteur Linky élucidée

Après une enquête de plusieurs mois de la gendarmerie de Gironde, un ancien salarié d'Enedis a été placé sous contrôle judiciaire en vue de son procès mi-mai. Ce technicien de 59 ans est accusé d'avoir trafiqué les compteurs Linky pour réduire la facture des clients en échange d'une rémunération (près de 300 000 € au total). Le manque à gagner s'élève à plus de 1,1 million d'euros pour Enedis, la plus « importante affaire de fraude aux compteurs Linky élucidée à ce jour en France », selon le parquet de Bordeaux.

Agriculture

Vers une nouvelle révision de la loi Egalim ?

La ministre de l'agriculture Annie Genevard veut « ajuster » la loi Egalim, censée garantir une meilleure rémunération des agriculteurs, a-t-elle déclaré dans un entretien à *La Tribune Dimanche*. La loi Egalim 2, adoptée en octobre 2021, vise à protéger les exploitants agricoles en « sanctuarisant la matière première agricole », comme le lait, dans les négociations entre les industries agroalimentaires et la grande distribution. L'idée de la ministre serait « maintenant de protéger en partie aussi la matière première industrielle », à savoir les évolutions de prix subies par les fabricants sur l'énergie, le transport ou les emballages.

Protectionnisme —

Londres dégage son plan de secours à la sidérurgie

Le gouvernement britannique a annoncé dimanche 16 février un plan de soutien pouvant atteindre 2,5 milliards de livres sterling (3 milliards d'euros) pour protéger son industrie sidérurgique, face à la hausse imminente des droits de douane américains. La Grande-Bretagne exporte près de 10 % de son acier aux États-Unis pour environ 480 millions d'euros en 2023. Donald Trump a annoncé début février qu'il imposerait 25 % de taxe sur les importations d'acier et d'aluminium, à partir du 12 mars.

sur la-croix.com

Vinci accélère dans l'énergie et veut produire de l'électricité